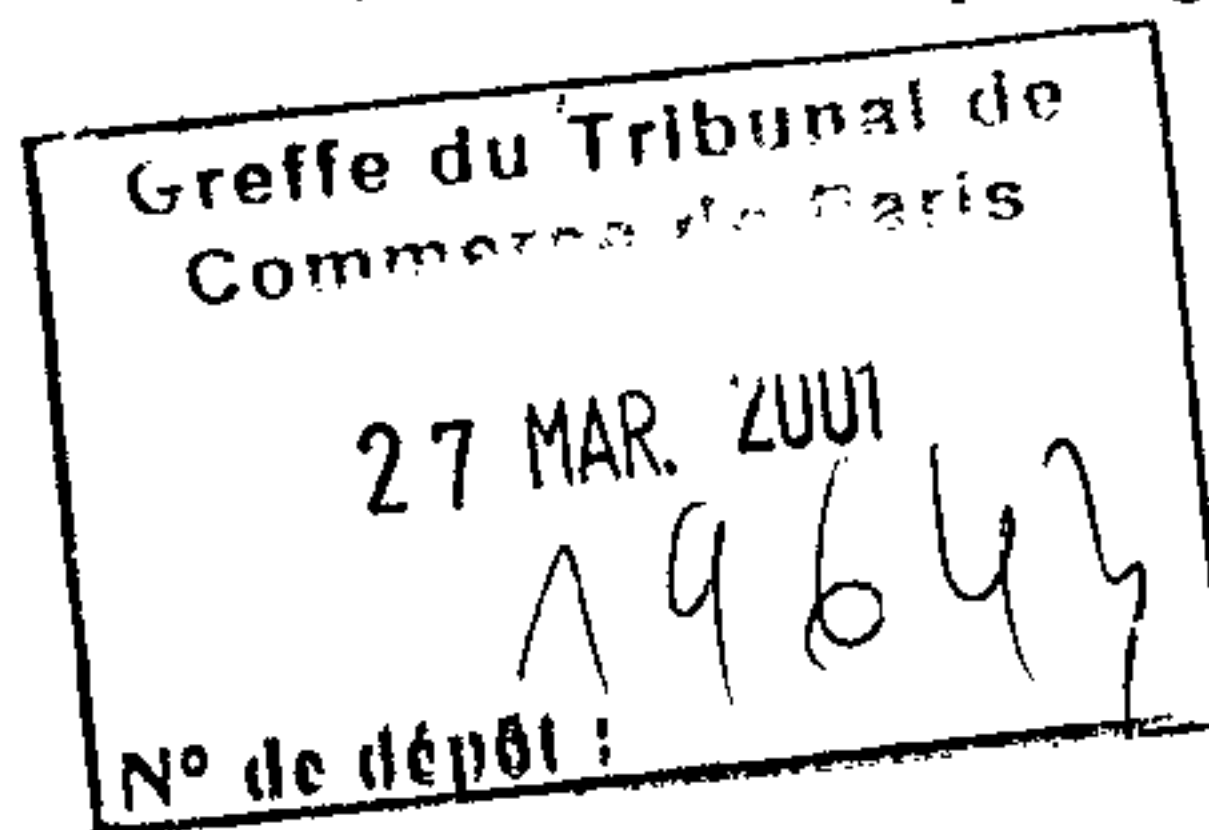


PROJET
DE
TRAITE D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS

ENTRE

CINQ-HUITIEMES SA, société anonyme au capital de 1.000.000 de francs dont le siège social est situé 9, avenue Hoche, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 348 789 868, représentée par Monsieur Franck Mesnel, dûment habilité pour agir aux termes des présentes,



(ci-après "5/8^{ème} SA")

DE PREMIERE PART,

ET

5/8^{ème} Deauville SARL, société à responsabilité limitée au capital de 8.000 euros dont le siège social est situé 6, place de la Madeleine, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 433 849 908, représentée par Monsieur Franck Mesnel, dûment habilité pour agir aux termes des présentes,

(ci-après "5/8^{ème} Deauville" ou le "Bénéficiaire")

DE DEUXIEME PART,

(5/8^{ème} SA et 5/8^{ème} Deauville étant ci-après dénommées collectivement les "**Parties**" et individuellement une "**Partie**")

FF

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QULSUIT :

(A) Dans le cadre de la restructuration de ses activités, la société 5/8^{ème} SA a souhaité procéder à la filialisation du magasin qu'elle possède à Deauville, actuellement exploité sous la forme d'un établissement secondaire, dans lequel sont commercialisés les produits de la marque Eden Park.

(B) Il a par conséquent été décidé d'apporter les éléments d'actif et de passif du fonds de commerce, que constitue cet établissements secondaire, à la société 5/8^{ème} Deauville, constituée à cet effet.

EN CONSEQUENCE LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QULSUIT :

Article 1 – Présentation des sociétés parties au présent traité

1.1. 5/8^{ème} SA

5/8^{ème} SA est une société anonyme qui a été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris pour une durée de 99 ans expirant le 9 décembre 2087. Son exercice social se clôture le 31 décembre de chaque année.

Le capital de 5/8^{ème} SA s'élève à 1.000.000 de francs, divisé en 10.000 actions de 100 francs chacune, toutes souscrites et intégralement libérées.

5/8^{ème} SA a pour objet, en France et à l'étranger :

- toutes activités relatives à la conception, la création, la réalisation, la fabrication, la diffusion par tous moyens, la représentation de tous articles se rapportant à la mode et l'habillement, plus particulièrement au prêt-à-porter masculin et tous produits accessoires,
- toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou

industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,

- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

A la date des présentes, il n'existe aucun titre participatif, certificat d'investissement, obligation, part bénéficiaire ou autre valeur mobilière donnant accès au capital de 5/8^{ème} SA.

5/8^{ème} SA ne fait pas appel public à l'épargne.

1.2. 5/8^{ème} Deauville

5/8^{ème} Deauville est une société à responsabilité limitée immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris pour une durée de 99 années expirant le 12 décembre 2099. Son exercice social se clôture le 31 décembre de chaque année.

Le capital de 5/8^{ème} Deauville s'élève à 8.000 euros , divisé en 400 parts de 20 euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par l'associé unique, à savoir la société 5/8^{ème} SA.

5/8^{ème} Deauville a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'exploitation de toutes activités se rapportant à la vente et à la distribution de vêtements, notamment dans le secteur du prêt-à-porter masculin et féminin, et à tous produits accessoires ; la prestation de tous services y afférents,
- la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières ou immobilières exerçant les activités décrites ci-dessus, par voie de création de sociétés nouvelles (y compris société en participation), d'apport, de souscription ou d'achats de titres ou de droits sociaux, fusions de sociétés, d'alliance ou d'association de sociétés, ou autrement,
- la participation de la Société, par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, commandite, souscription, ou achats de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation,
- la gestion et l'administration desdites participations,
- et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou

indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter la mise en œuvre et l'essor.

Les comptes sociaux de 5/8^{ème} Deauville au 31 décembre 2000 figurent en Annexe 1.2 au présent traité d'apport partiel d'actifs.

1.3. Dirigeants communs

Dans la mesure où 5/8^{ème} Deauville est une filiale du groupe CINQ-HUITIEMES, dont 5/8^{ème} SA est la holding, ces deux sociétés ont des dirigeants communs, à savoir M. Franck Mesnel qui est à la fois gérant de 5/8^{ème} Deauville et directeur général de la société 5/8^{ème} SA.

1.4. Lien en capital entre 5/8^{ème} SA et 5/8^{ème} Deauville

5/8^{ème} SA détient la totalité du capital de 5/8^{ème} Deauville.

Article 2 – Evaluation de l'apport

2.1. L'exercice social de 5/8^{ème} SA se clôture au 31 décembre de chaque année.

L'évaluation des apports a été faite à partir des comptes sociaux de 5/8^{ème} SA.

L'apport par 5/8^{ème} SA de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant l'établissement secondaire de Deauville à 5/8^{ème} Deauville est réalisé sur la base de la valeur nette comptable desdits éléments.

2.2. La valeur nette comptable totale de l'apport à 5/8^{ème} Deauville s'élève à 733.000 francs soit 111.745 euros.

Article 3 – Eléments apportés

Le détail des éléments d'actif (avec l'indication pour chacun d'entre eux, selon le cas, de la valeur d'origine, du montant de l'amortissement ou de la provision et de la valeur nette comptable) et des éléments de passif apportés est présenté sous la forme d'un tableau récapitulatif en Annexe 3.1.

5/8^{ème} SA consent à apporter en s'obligeant à toutes les garanties de fait et de droit en pareille matière ainsi que celles faisant l'objet du présent traité d'apport partiel d'actifs,

et sous réserve des conditions suspensives énoncées à l'Article 10 ci-après, à 5/8^{ème} Deauville, qui accepte, l'ensemble des éléments d'actif et de passif se rapportant à l'établissement secondaire de Deauville, et notamment :

3.1. Actifs apportés

3.1.1 Actifs immobilisés

- Fonds de commerce :	FRF	1.300.000
- Agencements et installations :	FRF	1.202.000
- Autres immobilisations :	FRF	12.000

Valeur totale des actifs immobilisés	FRF	2.514.000
---	------------	------------------

3.1.2 Actif circulant

- Stocks :	FRF	186.000
- Disponibilités :	FRF	1.000

Valeur totale de l'actif circulant	FRF	187.000
---	------------	----------------

Valeur brute totale des actifs apportés	FRF	2.701.000
--	------------	------------------

3.2. Passifs transférés

- Emprunts :	FRF	1.925.000
Provisions pour congés payés :	FRF	43.000

Valeur brute totale des passifs pris en charge	FRF	1.968.000
---	------------	------------------

3.3. Actif net apporté

Valeur brute des actifs apportés :	FRF	2.701.000
moins		
Valeur brute des passifs pris en charge :	FRF	1.968.000
Actif net	FRF	733.000
soit	EUR	111.745

Il est expressément convenu que 5/8^{ème} SA ne sera en aucun cas tenue solidairement responsable du paiement des dettes ou du passif repris par 5/8^{ème} Deauville aux termes des présentes.

Article 4 – Rémunération de l'apport

4.1. La rémunération de l'apport visé ci-dessus est déterminée sur la base de la valeur réelle (i) des éléments d'actif et de passif apportés par 5/8^{ème} SA, d'une part, et (ii) de 5/8^{ème} Deauville, d'autre part, conformément aux dispositions de l'instruction fiscale du 3 août 2000 relative aux fusions et apports partiels d'actifs (BOI 4-I-2-00).

4.2. La valeur réelle des éléments d'actif et des éléments de passif apportés par 5/8^{ème} SA à 5/8^{ème} Deauville correspond à la valeur nette comptable à laquelle ces éléments ont été inscrits dans les comptes sociaux de 5/8^{ème} SA.

4.3. N'ayant exercé aucune activité depuis sa création, 5/8^{ème} Deauville a été évalué au 31 décembre 2000 au montant de son capital social, soit 8.000 euros.

4.4. En rémunération de l'apport, 5/8^{ème} Deauville émettra 5.588 parts ayant une valeur nominale de 20 euros chacune et augmentera son capital social d'un montant de 111.760 euros pour le porter de 8.000 euros à 119.760 euros; étant précisé que pour éviter les rompus, 5/8^{ème} SA apportera un montant en numéraire complémentaire de 15 euros.

4.5. Les nouvelles parts émises par 5/8^{ème} Deauville conformément à l'Article 4.4. ci-dessus seront entièrement libérées. Elles seront soumises aux dispositions des statuts de

5/8^{ème} Deauville et bénéficieront des mêmes droits que les actions existantes à compter du 1^{er} janvier 2001.

Article 5 – Adoption du régime applicable aux scissions

Les Parties déclarent expressément placer le présent apport sous le régime applicable aux scissions aux termes de l'article L. 236-22 du Code de commerce (anciennement article 387 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales).

Article 6 – Commissaire à la scission

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-10 du Code de commerce (anciennement article 377 de la loi du 24 juillet 1966), Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris a désigné par les ordonnances n° 2001-22 et 2001-23 en date du 15 janvier 2001 un commissaire à la scission en la personne de :

- Madame Tita A. ZEITOUN, B.E.A., 57 rue Boissière, 75116 Paris.

En application des dispositions susvisées, Mme ZEITOUN a pour mission :

- d'examiner les modalités de l'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions et notamment les méthodes retenues pour la détermination du rapport d'échange,
- d'apprécier la valeur des apports, et
- d'établir les rapports prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 7 - Date de Réalisation et rétroactivité de l'apport

5/8^{ème} Deauville aura la pleine propriété et jouissance des actifs apportés par 5/8^{ème} SA, à compter de la date de réalisation de l'ensemble des conditions suspensives énumérées à l'Article 10 ci-après (la "***Date de Réalisation***"). Néanmoins, les Parties entendent donner à l'apport, tant sur le plan fiscal que comptable, un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2001.



Article 8 - Charges et conditions de l'apport

8.1. 5/8^{ème} SA s'engage à livrer à 5/8^{ème} Deauville, à la Date de Réalisation, l'ensemble des éléments d'actif et de passif visés par le présent traité. 5/8^{ème} Deauville acquerra la propriété de l'ensemble des actifs énumérés ci-dessus dans l'état où ils se trouvent à la Date de Réalisation, sans pouvoir exercer de recours ou d'action à l'encontre de 5/8^{ème} SA et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni réduction de l'évaluation de l'apport, sur quelque fondement ou pour quelque raison que ce soit, découlant du présent apport.

8.2. 5/8^{ème} Deauville assumera et acquittera, à compter de la Date de Réalisation, les impôts, contributions, loyers, taxes, cotisations d'assurance et généralement toutes charges et autres passifs de toute nature pouvant grever les biens, droits et valeurs apportés par 5/8^{ème} SA quand bien même les impositions ou charges seraient au nom de 5/8^{ème} SA.

8.3. 5/8^{ème} SA fera ses meilleurs efforts pour assister 5/8^{ème} Deauville dans la réalisation du transfert à cette dernière des droits et engagements contractuels compris dans le présent apport.

8.4. 5/8^{ème} Deauville exécutera, à compter de la Date de Réalisation, l'ensemble des contrats et engagements se rapportant aux actifs apportés ou au passif pris en charge aux termes du présent traité et sera subrogée dans l'ensemble des droits et obligations de 5/8^{ème} SA à cet égard, le tout de manière à ce que 5/8^{ème} SA ne soit jamais inquiétée, ni recherchée à ce sujet.

8.5. 5/8^{ème} Deauville prendra en charge, à compter de la Date de Réalisation et conformément à l'article L. 122-12 du Code du Travail, l'exécution des contrats de travail des salariés affectés à l'exploitation de l'activité apportée (dont la liste par nom et par ancienneté figure à l'Annexe 8.5.).

Les salariés repris par 5/8^{ème} Deauville conserveront le bénéfice de tous leurs droits acquis chez 5/8^{ème} SA, notamment en matière de salaires, d'ancienneté et d'indemnités de retraite éventuelles, 5/8^{ème} Deauville en assumant entièrement la charge.

8.6. 5/8^{ème} Deauville sera substituée à 5/8^{ème} SA en qualité de défenderesse ou de demanderesse dans les litiges et actions judiciaires en cours et les menaces de litiges et actions judiciaires se rapportant aux actifs apportés ou au passif pris en charge aux termes du présent traité d'apport et 5/8^{ème} SA fournira, le cas échéant, sur demande raisonnable de 5/8^{ème} Deauville, toute information en sa possession relative à ces litiges et actions judiciaires. Les conséquences de ces litiges et actions (bénéfices ou charges) seront supportées par 5/8^{ème} Deauville qui s'y oblige.

8.7. 5/8^{ème} Deauville sera responsable de la souscription d'une police d'assurance relative à l'activité apportée à compter de la Date de Réalisation.

8.8. 5/8^{ème} Deauville se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant l'activité apportée et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls et sans recours contre 5/8^{ème} SA.

Article 9 – Formalités – Publications

A compter de la Date de Réalisation, 5/8^{ème} Deauville accomplira et exécutera dans les délais impartis l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et d'enregistrement nécessaires, afin que le présent apport prenne effet et soit rendu opposable aux tiers.

Article 10 – Conditions suspensives

L'apport envisagé par les présentes est consenti et accepté sous réserve des conditions suspensives suivantes :

- approbation par l'assemblée extraordinaire des actionnaires de 5/8^{ème} SA du présent traité d'apport et des apports énoncés dans les présentes, conformément aux dispositions de l'article L. 236-9 (anciennement article 376 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966);
- approbation par les assemblées extraordinaires des associés de 5/8^{ème} Deauville du présent traité d'apport et des apports énoncés dans les présentes, conformément aux dispositions de l'article L. 223-30 (anciennement article 60 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966).

Si l'une des conditions suspensives susmentionnées n'est pas remplie au plus tard le 31 décembre 2001 ou à toute autre date pouvant être convenue entre les Parties avant le 31 décembre 2001, sauf dans l'hypothèse où cette date serait prorogée d'un commun accord entre les Parties, le présent traité d'apport sera caduc, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.



Article 11 – Agréments, accords et autorisations préalables de tiers

S'agissant des contrats, conventions, biens, droits ou valeurs dont la transmission serait subordonnée à un accord ou un agrément quelconque d'un cocontractant de 5/8^{ème} SA ou d'un tiers, 5/8^{ème} SA sollicitera en temps utile, c'est-à-dire d'ici la Date de Réalisation, et avec le concours de 5/8^{ème} Deauville, les accords ou agréments nécessaires.

Conformément au principe de la transmission universelle du patrimoine, les contrats inclus dans le périmètre des éléments d'actif et de passif apportés seront transférés à 5/8^{ème} Deauville à la Date de Réalisation.

Pour les contrats, quelle que soit leur nature, qui ne pourraient pas être transférés à la Date de Réalisation, faute par exemple de l'accord du cocontractant lorsque cet accord est requis, les Parties se rapprocheront pour tenter de trouver une solution, étant précisé que les coûts relatifs à la mise en place de la solution seront supportés par 5/8^{ème} Deauville.

Article 12 - Déclarations et engagements

Les Parties conviennent que 5/8^{ème} SA ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie de quelque nature que ce soit à 5/8^{ème} Deauville, notamment en ce qui concerne :

- (i) la valeur de l'un quelconque des éléments d'actif et de passif apportés ;
- (ii) l'absence d'une quelconque sûreté grevant l'un quelconque des éléments d'actif apportés ;
- (iii) l'absence de toute demande reconventionnelle ou autre liée à toute réclamation, y compris celles portant sur les comptes clients, se rapportant aux éléments d'actif et de passif apportés ;
- (iv) l'aptitude ou la suffisance de tout titre, document ou acte délivré au titre du présent traité d'apport, à conférer à leur porteur la pleine propriété et la jouissance des éléments d'actif concernés.

Article 13 – Délai d'opposition des créanciers - Délégation de pouvoirs à des mandataires

13.1. Délai d'opposition

Le présent traité d'apport partiel d'actif sera publié, conformément à la réglementation en vigueur, de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former



opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la tenue de la première assemblée devant statuer sur ce projet.

13.2. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi et rappelés dans les dispositions ci-dessus.

Article 14 – Déclarations – Régime fiscal applicable à l'apport

14.1. Déclarations

S'agissant de l'apport d'un fonds de commerce soumis au régime applicable aux scissions, les Parties conviennent que les déclarations requises aux termes de la loi du 17 mars 1909 et de la loi du 29 juin 1935 relatives aux cessions de fonds de commerce ne sont pas nécessaires.

14.2. Droits d'enregistrement

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, les Parties reconnaissent que les apports décrits dans le présent traité :

- portant sur un ensemble d'éléments formant une branche complète et autonome d'activité,
- n'emportant pas dissolution de 5/8^{ème} SA, et
- étant rémunéré conformément à l'article 301 F de l'annexe II au Code Général des Impôts,

constitue un apport partiel d'actifs au sens de l'article 301 E de l'annexe II au Code Général des Impôts et satisfait toutes les conditions lui permettant de bénéficier du régime fiscal de faveur des apports partiels d'actifs prévu aux articles 816 et 817 du Code Général des Impôts.

En conséquence, ce transfert ne donnera lieu qu'à l'application d'un droit fixe de 1.500 francs.



14.3. Impôt sur les sociétés

14.3.1 Monsieur Franck Mesnel en sa qualité respective de représentant de 5/8^{ème} SA et de Bénéficiaire, déclare que :

- (i) 5/8^{ème} SA est une société anonyme et le Bénéficiaire est une société à responsabilité limitée, ayant chacune leur siège social en France et, comme telles, sont soumises à l'impôt sur les sociétés, et
- (ii) le présent apport porte sur une branche complète d'activité. En conséquence, le présent apport bénéficie des dispositions de l'article 210 B-1 du Code Général des Impôts et, est placé sous le régime de faveur des fusions prévu par l'article 210 A du Code Général des Impôts.

14.3.2 En conséquence, 5/8^{ème} SA prend l'engagement de :

- (i) conserver pendant trois ans les titres du Bénéficiaire reçus en rémunération de l'apport, et
- (ii) calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur qu'avaient, d'un point de vue fiscal, les biens apportés dans ses propres écritures.

14.3.3 De son côté, le Bénéficiaire prend l'engagement de :

- (i) reprendre à son passif, d'une part, les provisions de 5/8^{ème} SA relatives aux biens apportés et dont l'imposition est différée et, d'autre part, la réserve spéciale où 5/8^{ème} SA a porté les plus-values à long terme soumises aux taux réduits d'imposition de 10 %, 15 %, 18 %, 19 % ou 25 % relatives aux biens apportés ;
- (ii) se substituer à 5/8^{ème} SA pour la réintégration des résultats dont la prise en compte aurait été différée pour l'imposition de cette dernière et qui sont relatifs à l'activité apportée ;
- (iii) calculer les plus-values ou moins-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables apportées - en ce compris les titres de portefeuille, dont le résultat de cession est exclu du régime des plus ou moins values à long-terme, et assimilés à des éléments de l'actif immobilisé en application du paragraphe 6 de l'article 210-A du Code Général des Impôts - d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les comptes sociaux de 5/8^{ème} SA ;
- (iv) réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions prévues au paragraphe d. de l'alinéa 3. de l'article 210-A du Code

FW

Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées lors de l'apport des biens amortissables ;

- (v) reprendre à son bilan les écritures comptables de 5/8^{ème} SA (valeurs d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de 5/8^{ème} SA ;
- (vi) inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations compris dans l'apport, pour la valeur que ces éléments avaient du point de vue fiscal dans les écritures de 5/8^{ème} SA ou, à défaut, de comprendre dans son résultat fiscal de l'exercice d'apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur d'apport des éléments d'actif autres que les immobilisations et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de 5/8^{ème} SA ;
- (vii) se substituer à 5/8^{ème} SA dans l'engagement de conservation pendant 2 ans qu'elle a souscrit, le cas échéant, à raison des titres de participation qu'elle a acquis depuis moins de 2 ans, afin de préserver l'application du régime des sociétés-mères prévu par les articles 145 et 216 du Code Général des Impôts aux dividendes reçus de ces participations.

14.3.4 Conformément aux dispositions de l'article 42 septies du Code Général des Impôts, les Parties déclarent exercer une option pour que le Bénéficiaire rapporte dans ses résultats la fraction non encore imposée des éventuelles subventions d'investissements perçues par 5/8^{ème} SA au titre d'immobilisations amortissables et non amortissables apportées. Pour les immobilisations amortissables, cette régularisation sera opérée par parts égales, sur la durée d'amortissement des immobilisations subventionnées qui sera retenue par le Bénéficiaire. Pour les immobilisations non amortissables, cette réintégration sera opérée par parts égales, sur la durée retenue par 5/8^{ème} SA qui reste à courir.

14.3.5 Les Parties s'engagent à joindre à leur déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans l'apport de 5/8^{ème} SA, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I et à l'article 38 quindéciès de l'annexe III au Code Général des Impôts.

Le Bénéficiaire inscrira les plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables compris dans l'apport de 5/8^{ème} SA, et dont l'imposition a été reportée, dans le registre prévu à l'article 54 septies II du Code Général des Impôts.

14.3.6 Conformément aux dispositions de l'article 210 B bis du Code Général des Impôts, les Parties s'engagent à ce que 5/8^{ème} SA conserve, jusqu'à l'expiration du délai de conservation prévu à l'article 210 B du Code Général des Impôts, les titres éventuellement grevés d'un engagement de conservation de trois ans consécutif à une

précédente opération de restructuration bénéficiant du régime de faveur des articles 210-A et suivants du Code Général des Impôts et apportés dans le cadre de la présente opération d'apport.

14.3.7 Le présent apport prenant effet au 1^{er} janvier 2001, les Parties au présent traité reconnaissent expressément que cette rétroactivité emporte un plein effet fiscal, dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

En particulier, les résultats bénéficiaires ou déficitaires de 5/8^{ème} SA relatifs aux biens apportés et réalisés depuis le 1^{er} janvier 2001 seront compris dans le résultat fiscal du Bénéficiaire. En application de ce qui précède, le Bénéficiaire prend l'engagement de souscrire sa déclaration de résultats et de liquider l'impôt au titre de l'exercice en cours, tant à raison de sa propre activité que de celle exercée par 5/8^{ème} SA depuis le 1^{er} janvier 2001 concernant l'activité apportée.

14.4. Déclarations relatives à la TVA

- (a) 5/8^{ème} Deauville sera de convention expresse purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de 5/8^{ème} SA, s'agissant des éléments d'actif et de passif apportés, tels que décrits dans le présent traité.
- (b) En ce qui concerne les biens immobiliers, les Parties reconnaissent en tant que de besoin que l'apport est réputé inexistant pour l'application des dispositions visées à l'article 257-7 du Code Général des Impôts ou de toutes autres dispositions analogues se rapportant à la TVA dans le domaine immobilier ou de la construction.
- (c) En ce qui concerne les immobilisations autres que les stocks, les Parties reconnaissent que l'apport porte sur une branche complète et autonome d'activité et bénéficie d'une exonération de TVA, conformément à l'instruction administrative 3-A-6-90 du 22 février 1990. A cet égard, le Bénéficiaire s'engage à soumettre les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement à la TVA et à procéder aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II au Code Général des Impôts auxquelles 5/8^{ème} SA aurait été tenue si elle avait continué d'utiliser ces biens. Cet engagement fera l'objet d'une déclaration du Bénéficiaire qui sera déposée auprès de son Centre des Impôts en double exemplaire.
- (d) En ce qui concerne les stocks, le Bénéficiaire déclare qu'ils sont destinés à la revente et qu'en conséquence aucune régularisation de TVA n'est à effectuer à leur titre, leur apport étant dispensé d'imposition à la TVA en application de l'instruction du 18 février 1981 (3-D-81), le Bénéficiaire s'engageant à acquitter la TVA lors de la revente desdits stocks.

- (e) Conformément aux dispositions de l'article 271-A-3 du Code Général des Impôts, la fraction du montant de la créance constatée par 5/8^{ème} SA au titre de la suppression de la règle du décalage d'un mois et correspondant à l'activité apportée, s'il y a lieu, sera transférée au Bénéficiaire. Le Bénéficiaire notifiera le transfert de cette fraction de créance au service des impôts dont il relève, ainsi qu'à celui dont relève 5/8^{ème} SA.
- (f) 5/8^{ème} SA se réserve le droit de soumettre à la TVA tout ou partie des biens apportés.

14.5. Autres impôts

14.5.1 Taxe professionnelle

En vertu du principe établi à l'article 1478-I du Code Général des Impôts, selon lequel la taxe professionnelle est due pour l'année entière par le redevable qui exerce l'activité au 1^{er} janvier, 5/8^{ème} SA demeure seule redevable de la taxe pour l'année 2001 à raison de l'activité apportée. Il est expressément convenu entre les Parties que 5/8^{ème} SA refacturera au Bénéficiaire la cotisation de la taxe professionnelle due au titre de l'année 2001 et afférente à la valeur locative des immobilisations apportées et des locaux nécessaires à l'exercice des activités du Bénéficiaire ainsi qu'à la masse salariale du personnel transféré, le Bénéficiaire s'engageant à payer cette facture dans les meilleurs délais.

14.5.2 Taxe d'apprentissage et participation des employeurs à la formation continue

Le Bénéficiaire s'engage à prendre en charge la taxe d'apprentissage et la participation de l'employeur à la formation continue calculées sur les salaires versés à compter du 1^{er} janvier 2001 aux salariés affectés à l'exploitation de l'activité apportée.

14.5.3 Participation des employeurs à l'effort construction

En ce qui concerne l'application des dispositions des articles 235 bis du Code Général des Impôts et 163 de l'Annexe II dudit Code, le Bénéficiaire s'engage à assumer l'obligation d'investir incombant à 5/8^{ème} SA à raison des salaires versés par elle aux salariés affectés à l'exploitation de l'activité apportée au cours des douze mois de l'année précédant celle de l'apport, dans la mesure où elle n'aurait pas été satisfaite.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à reprendre à son bilan les investissements réalisés antérieurement par 5/8^{ème} SA au titre de l'activité apportée et à se soumettre aux obligations pouvant incomber à cette dernière du chef de ces investissements. Elle demande, en tant que besoin, à bénéficier de la faculté de report des excédents de dépenses qui auraient pu être réalisés par 5/8^{ème} SA et existants au 1^{er} janvier 2001.

fu *h*

14.6. Opérations antérieures

Plus généralement, le Bénéficiaire se substituera à 5/8^{ème} SA pour l'exécution de tous engagements et obligations de nature fiscale de cette dernière qui se rapporteraient à l'activité apportée et reprendra notamment le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par 5/8^{ème} SA à l'occasion d'opérations de fusion, fusion dite "à l'anglaise", ou d'apport partiel d'actif, soumises au régime fiscal de faveur des fusions, issu de la loi du 12 juillet 1965, en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés.

Article 15 - Frais et droits

Chaque partie supportera les frais et honoraires qu'elle aura engagés à l'occasion de la négociation, de la préparation ou de la mise en œuvre des apports décrits dans le présent traité.

5/8^{ème} Deauville prendra à sa charge les droits d'enregistrement et droits de timbre résultant de la conclusion ou de la mise en œuvre du présent traité d'apport ainsi que tous les coûts liés aux formalités prévues à l'article 9 ci-dessus.

Article 16 – Affirmation de sincérité

Les Parties affirment, aux termes de l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent traité d'apport exprime bien l'intégralité de la rémunération perçue par 5/8^{ème} SA en contrepartie de l'apport de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant l'établissement secondaire de Deauville à 5/8^{ème} Deauville.

Article 17 – Notifications

17.1. Aux fins de la signature du présent traité d'apport et pour la réalisation des transactions envisagées par les présentes, ainsi que pour toute notification ou communication rendue nécessaire par le présent traité d'apport dans le cours de son exécution, les Parties élisent domicile à leurs sièges sociaux respectifs aux adresses mentionnées en première page des présentes.

Tout changement d'adresse sera notifié par la Partie concernée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant le changement effectif d'adresse.

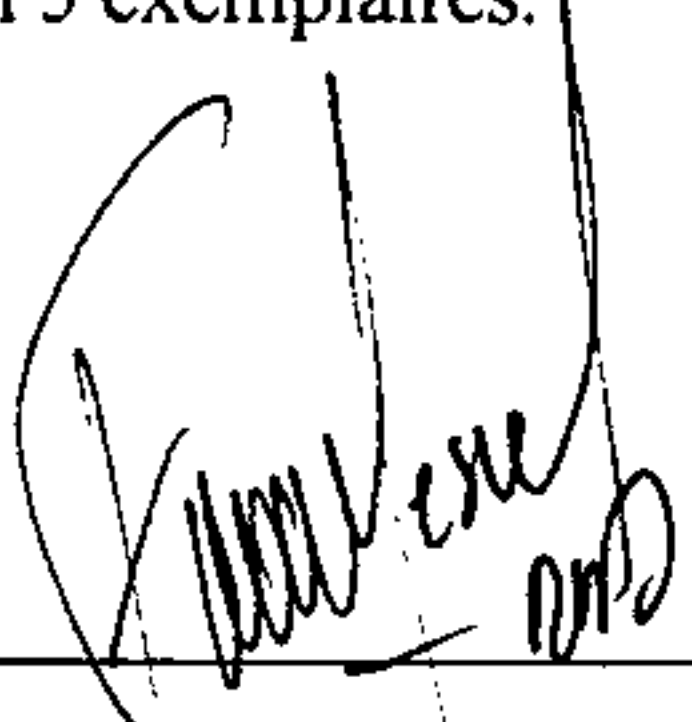
17.2. Toute notification délivrée aux termes du présent traité d'apport sera envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception. Les notifications seront réputées avoir été reçues à la date de réception de la lettre recommandée, telle qu'attestée par l'accusé de réception.

17.3. Le porteur d'un original ou d'une copie du présent traité d'apport sera dûment habilité aux termes des présentes aux fins d'effectuer l'ensemble des formalités et d'accomplir toute déclaration, notification, tout dépôt ou toute publication.

Article 18 – Juridiction

Tout litige, entre les parties, relatif aux présentes, sera soumis à la compétence du Tribunal de Commerce de Paris.

Fait à Paris,
le 23 mars 2001,
en 5 exemplaires.



5/8^{ème} SA

Représentée par M. Franck Mesnel



5/8^{ème} Deauville SARL

Représentée par M. Franck Mesnel

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1.2.** Comptes sociaux de 5/8^{ème} Deauville au 31 décembre 2000
- Annexe 3.1.** Liste détaillée des éléments d'actif et de passif apportés
- Annexe 8.5.** Liste du personnel



Annexe 1.2.

Comptes sociaux de 5/8^{ème} Deauville au 31 décembre 2000

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' followed by a smaller 'f'.

Annexe 3.1.

Liste détaillée des éléments d'actif et de passif apportés



Annexe 8.5.

Liste du personnel



Annexe 8.5.

Nom, Prénom	POUPART Arnaud	CHOUK Sonia
Service	BTQ	BTQ
Emploi	Responsable magasin	Vendeuse
Contrat	CDI	CDI
Date arrivée	02/08/1999	23/03/2000
Ancienneté		
Date de naissance		

Handwritten marks:
A stylized signature or set of initials, possibly 'F' and 'M', written in black ink.

N°11465*01

Direction Générale des Impôts
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le 12122000 et clos le 31122000 Régime simplifié d'imposition ☐ ou réel normal ☒ (cocher la case correspondante)

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe (cocher la case) ☐

Adresse du service CDI 8EM ARRODT MADELEINE
où doit être déposée 9 RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX
cette déclaration 75008 PARIS

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et / ou
adresse du siège social si elle est différente de l'adresse du principal établissement :

A IDENTIFICATION SARL 5/8EME DEAUVILLE
6 PLACE DE LA MADELEINE

Identification du destinataire
75008 PARIS

Insp.

N° dossier

43384990800000

N° Siret

Code APE

B EURO

(voir renvoi notice 2065 NOT)

Préciser éventuellement:
l'ancienne adresse en cas de changement :

le téléphone :

Activités exercées (souligner l'activité principale) :

Si vous avez changé d'activité, cochez la case ☐

(Cochez systématiquement une case)
(Cochez également le tableau 2050 ou 2033 A ou 2033 B)

Déclaration souscrite en

☒

Francs

☐

Euros

(Si votre comptabilité est tenue en euros vous pouvez choisir de déclarer en euros ou en francs
Cependant si votre comptabilité reste en francs vous devez toujours souscrire en francs)

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION

(voir renvoi notice 2065 NOT)

1 Résultat fiscal

(report des lignes XN ou XO, 370 ou 372
des tableaux n° 2058-A ou n° 2033-B)

BÉNÉFICE

0

DÉFICIT

104 700

Imposition lors de l'incorporation des bénéfices
au capital des PME (art. 219-II du CGI)

Bénéfice imposable au
taux de 33 1/3 %

0

Bénéfice imposable au
taux de 19 %

0

2 Plus-values

à long terme imposables
au taux de 19 %

3 Abattements et exonérations en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zone d'entreprises ou zones franches. (cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C-1 et C-2

entreprises nouvelles art. 44 sexies

créées en Corse, art. 208 sexies

zones d'entreprises, art. 208 quinquies

zone franche Corse, art. 44 décies

entreprises nouvelles art. 44 septies

créées en Corse, art. 208 quater A

zones franches urbaines, art. 44 octies

bénéfice ou déficit exonéré
(indiquer + ou - selon le cas)

0

plus-values à long terme imposables
au taux de 19 %

D IMPUTATIONS (voir renvoi notice 2065 NOT)

Les crédits d'impôts et avoirs fiscaux indiqués aux 1 et 2 ci-dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

1 Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'Impôt et avoirs fiscaux) indiqué sur les certificats joints à la présente déclaration ou afférent aux primes de remboursement

2 Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité. Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066

3 Au titre du précompte acquitté au moment des distributions prélevées sur la réserve spéciale des plus-values à long terme somme prélevée sur la réserve spéciale

montant du précompte à imputer
sur l'impôt sur les sociétés

4 Crédits d'impôt et imputations

crédit formation

en faveur de la recherche

rachat d'une entreprise par ses salariés

autres imputations

E CONTRIBUTION REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL

(voir renvoi notice 2065 NOT)

recettes nettes soumises à la contribution 2,50 %

recettes nettes soumises à la contribution additionnelle 2,50 %

Certaines locations de droit de
chasse ou de pêche 18 %

Si vous participez à la procédure de transfert des données fiscales et comptables, cochez la case ☐

Nom, adresse, téléphone, télécopie :

- du comptable et/ou du conseil ☐

SA AXIOM CONSEIL

75009 PARIS

37 RUE GODOT DE MAUROY

01.47.42.84.41

n° d'agrément du CGA

SA AXIOM CONSEIL

30185573000026

Visa et cachet des membres de l'Ordre des experts comptables

A
Signature et
qualité du déclarant

Préciser dans le cadre ci-dessus s'il fait ou non partie du personnel salarié de l'entreprise. (S : Salarié, I : Indépendant)

Francis MARNEL, Gérant
Paris, le 12.03.2001

Formulaire obligatoire
(article 223 du Code général des impôts)

ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

**Désignation de l'entreprise
et Date de clôture de l'exercice**

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")
SARL 578EME DEAUVILLE
31122000

F **REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES**

(Voir renvois notice 2065-NOT)

1	Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts 6	Payées par la société elle-même	(a)
		Payées par un établissement chargé du service des titres	(b)
2	Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s) 7		(c)
3	Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes ou sociétés interposées		(d)
4	Montant des distributions autres que celles visées en "(a), (b), (c) et (d)" ci-dessus 8 (A préciser par nature sur les lignes e à h)		(e)
			(f)
			(g)
			(h)
Montant des revenus répartis 9		total (a à h)	

G RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

[illegible]

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise
et Date de clôture de l'exercice

SARL 5/8EME DEAUVILLE

31122000

H AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME

figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'entretien.
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.

Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres			Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation		
Caractéristiques marque et puissance	Nom, qualité et adresse de la personne à laquelle la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)	Caractéristiques marque et puissance	Service auquel la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)

I DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

J CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

REMUNERATIONS	Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS 1 ou modèle 2460 de 1999, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 20 A ou colonne 5 du modèle 2462. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 22 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

PLUS-VALUES (voir les explications figurant page 5 de la notice n° 2033 bis, rubrique 130)

Inscription des plus-values à long terme à la réserve spéciale		taxées à 19 %
Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent	N-1 1	
Plus-values des exercices antérieurs restant à affecter à la réserve spéciale et réalisées au cours des exercices	N-2 2	
	N-3 3	
Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice	4	
Sommes non affectées à imposer (voir notice n° 2033 bis page 5)	5	
Montant restant à affecter $(1 + 2 + 3) - (4 + 5)$	6	

K RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés, doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires. (Articles 223 A à U du C.G.I.)

- Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

- Résultat fiscal de cette société déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe (report du résultat figurant sur le tableau n° 2058 A bis)

bénéfice ou déficit
(indiquer + ou -
selon le cas)plus ou moins-values
à long terme im-
posables au taux
de 19 %

- Chiffre d'affaires TTC

- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère.

L RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Désignation de l'entreprise **SARL 5/8EME DEAUVILLE**

N° SIRET **43384990800000** Date de clôture de l'exercice **31122000** Nombre d'associés **1** Nombre de parts **400**

ASSOCIÉS PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **3** ☐ Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital Nombre de parts

Naissance : Date **2** N° département Commune ou pays **4**

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

Titre **3** ☐ Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital Nombre de parts

Naissance : Date **2** N° département Commune ou pays **4**

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

Titre **3** ☐ Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital Nombre de parts

Naissance : Date **2** N° département Commune ou pays **4**

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

Titre **3** ☐ Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital Nombre de parts

Naissance : Date **2** N° département Commune ou pays **4**

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

ASSOCIÉS PERSONNES MORALES :

Forme juridique **6** **SA** Dénomination **CINQ-HUITIEME**

N° SIRET **34878986800026** Nombre de parts **400**

Adresse : N° **9** bis, ter Type voie **AV** Libellé voie **HOCHÉ**

Code postal **5** **75008** Commune **PARIS** Pays

Forme juridique **6** Dénomination

N° SIRET Nombre de parts

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

Forme juridique **6** Dénomination

N° SIRET Nombre de parts

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

Forme juridique **6** Dénomination

N° SIRET Nombre de parts

Adresse : N° bis, ter Type voie Libellé voie

Code postal **5** Commune Pays

Direction Générale des Impôts
RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

ANNEE 2000 ou exercice

Désignation de l'entreprise SARL 5/8EME DEAUVILLEAdresse 6 PLACE DE LA MADELEINE75008 PARIS

du _____

au _____

A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice 1

NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ					ADRESSE COMPLETE			
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci-dessus)					Frais de voyages et de déplacements (v. notice 6)	DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8
Montant des rémunérations de toute nature (v. notice 2)	Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice 3)	Valeur des avantages en nature (v. notice 4)	Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice 5)	TOTAL DES COLONNES 1 à 4		aux véhicules et autres biens (v. notice 7)	aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice 8)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
*								

* TOTAUX

B - AUTRES FRAIS								10
Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 200 F (30,49 €) par bénéficiaire (toutes taxes comprises)								
Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement								
Total								

C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice 1) :

Total des dépenses		Bénéfices imposables 9	
- de l'exercice 2000 (total col. 9 + total col. 10) 10		- de l'exercice 2000 10	
- de l'exercice précédent 10		- de l'exercice précédent 10	
MONNAIE DE DÉCLARATION (Cochez systématiquement une case) Francs ☒ Euros ☐		A <u>Paris</u> le <u>12/3/01</u> Signature : <u>François Mesnier</u> Nom et qualité du signataire : <u>Gérant</u>	

Rappelez ci-dessus la monnaie de la déclaration de résultat n° 2031 ou 2065 qui est également celle utilisée sur le présent imprimé.

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

ANNEXE LIBRE CHARGES A PAYER

Page de garde Annexe	1
Règles et méthodes comptables	2
Annexe-elt A Information image fidèle	3
Produits à recevoir	4
Charges à payer	4

ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2000 dont le total est de 74 884.96 F et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de (104 700.00) F .

L'exercice a une durée de 1 mois, recouvrant la période du 12/12/2000 au 31/12/2000.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture.

Existence d'un projet d'apport partiel d'actif de la SA CINQ-HUITIEME au profit de la SARL 5/8EME DEAUVILLE. Cet apport serait constitué de l'exploitation commerciale d'une boutique située à Deauville commercialisant des produits de la marque EDEN PARK. Cet apport serait effectué avec effet rétroactif au 01 Janvier 2001.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE - ELEMENT A

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER L'IMAGE FIDELE (Loi 83 - 353 du 30 Avril 1983 - Article 9-5°)

Les comptes annuels sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux énoncés dans le plan comptable général.

PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan		31/12/2000	
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Total			

CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan		31/12/2000	
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		125 221.20	
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes :			
Total		125 221.20	

SARL 5/8EME DEAUVILLE

Comptes Annuels au : 31 Décembre 2000

NOTES ANNEXES

ETATS COMPTABLES

Bilan actif	5
Bilan passif	6
Compte de résultat	7
Compte de résultat - suite -	8
Détail du bilan actif	9
Détail du bilan passif	10
Détail du compte de résultat	11

ETATS DE GESTION

BILAN ACTIF

	31/12/2000			
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 050		1 050	
	1 050		1 050	
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	21 358		21 358	
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	52 477		52 477	
Charges constatées d'avance (3)				
	73 835		73 835	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	74 885		74 885	
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

		31/12/2000	
		Net	Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital	(dont versé : 52 477)	52 477	
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Réserve légale			
- Réserves statutaires ou contractuelles			
- Réserves réglementées			
- Autres réserves			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		(104 700)	
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
		(57 223)	
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres fonds propres			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
DETTES (1)			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières (3)		1 887	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés		125 221	
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance (1)			
		127 108	
Ecarts de conversion Passif			
TOTAL GENERAL		14 885	
(1) Dont à plus d'un an (a)			
(1) Dont à moins d'un an (a)		127 108	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			
(3) Dont emprunts participatifs			

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

31/12/2000			
France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
Production vendue (services)			
Chiffre d'affaires net			
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur provisions et transfert de charges			
Autres produits			
Charges d'exploitation (2)			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Achat de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes (a)		104 700	
Impôts, taxes et versements assimilés			
Salaires et traitements			
Charges sociales			
Dotations aux amortissements et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			
- Sur immobilisations : dotations aux provisions			
- Sur actif circulant : dotations aux provisions			
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Autres charges			
RESULTAT D'EXPLOITATION		(104 700)	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers			
De participations (3)			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			
Autres intérêts et produits assimilés (3)			
Reprises sur provisions et tranfert de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Charges financières			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées (4)			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(104 700)	

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	31/12/2000	
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits		
Total des charges	104 700	
BENEFICE OU PERTE	(104 700)	
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

DETAIL DU BILAN ACTIF

	31/12/2000	
	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations financières		
Autres immobilisations financières		
DEPOTS CAUTIONNEM.VERSES	1 050.00	
Total	1 050.00	
Total immobilisations financières	1 050.00	
Total actif immobilisé	1 050.00	
ACTIF CIRCULANT		
Créances		
Autres créances		
FOURNISSEURS	837.20	
TCA S/FACTURES NON PARVENU.	20 521.20	
Total	21 358.40	
Total créances	21 358.40	
Disponibilités		
BNP PARIBAS	52 476.56	
Total	52 476.56	
Total actif circulant	73 834.96	
TOTAL GENERAL	74 884.96	

DETAIL DU BILAN PASSIF

31/12/2000	
Net	Net

CAPITAUX PROPRES			
Capital			
CAPIT.SOUSCRIT APPELE VERSE		52 476.56	
Total		52 476.56	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		(104 700.00)	
Total capitaux propres		(52 223.44)	
DETTES			
Emprunts et dettes financières			
COMPTE COURANT 5/8EME		1 887.20	
Total		1 887.20	
Fournisseurs et comptes rattachés			
FOURNISS.FACT.NON PARVENUES		125 221.20	
Total		125 221.20	
Total dettes		127 108.40	
TOTAL GENERAL		74 884.96	

DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

31/12/2000		Variation	
Net	Net	Montant	%

CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes				
LOCATIONS IMMOBILIERES	700.00		700.00	
HONORAIRES	94 000.00		94 000.00	
FRAIS D'ACTES ET DE CONTENT	10 000.00		10 000.00	
Total	104 700.00		104 700.00	
Charges d'exploitation	(104 700.00)		(104 700.00)	
RESULTAT D'EXPLOITATION	(104 700.00)		(104 700.00)	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(104 700.00)		(104 700.00)	
Total des produits				
Total des charges	(104 700.00)		(104 700.00)	
BENEFICE OU PERTE	(104 700.00)		(104 700.00)	

Désignation de l'entreprise SARL 5/8EME DEAUVILLE

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 1

Adresse de l'entreprise 6 PLACE DE LA MADELEINE

Durée de l'exercice précédent * 1

Numéro SIRET* 4 3 3 8 4 9 9 0 8 0 0 0 0 0 Code APE

Déclaration souscrite en :

F A7 X € A8

Cocher obligatoirement une case

Exercice N clos le, 3 1 1 2 2 0 0 0

N-1

Brut
1Amortissements, provisions
2Net
3Net
4

Capital souscrit non appelé (0)

AA

Frais d'établissement *

AB

AC

Frais de recherche et développement *

AD

AE

Concessions, brevets et droits similaires

AF

AG

Fonds commercial (1)

AH

AI

Autres immobilisations incorporelles

AJ

AK

Avances et acomptes sur immobilisations
incorporelles

AL

AM

Terrains

AN

AO

Constructions

AP

AQ

Installations techniques, matériel et
outillage industriels

AR

AS

Autres immobilisations corporelles

AT

AU

Immobilisations en cours

AV

AW

Avances et acomptes

AX

AY

Participations évaluées selon
la méthode de mise en équivalence

CS

CT

Autres participations

CU

CV

Créances rattachées à des participations

BB

BC

Autres titres immobilisés

BD

BE

Prêts

BF

BG

Autres immobilisations financières *

BH

1 050

BI

1 050

TOTAL (I)

BJ

1 050

BK

0

1 050

0

Matières premières, approvisionnements

BL

BM

En cours de production de biens

BN

BO

En cours de production de services

BP

BQ

Produits intermédiaires et finis

BR

BS

Marchandises

BT

BU

Avances et acomptes versés sur commandes

BV

BW

Clients et comptes rattachés (3) *

BX

BY

Autres créances (3)

BZ

21 358

CA

21 358

Capital souscrit et appelé, non versé

CB

CC

Valeurs mobilières de placement
(dont actions propres.....)

CD

CE

Disponibilités

CF

52 477

CG

52 477

Charges constatées d'avance (3) *

CH

CI

TOTAL (II)

CJ

73 835

CK

0

73 835

0

Charges à répartir sur plusieurs exercices * (III)

CL

Primes de remboursement des obligations (IV)

CM

Ecart de conversion actif * (V)

CN

TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)

CO

74 885

IA

0

74 885

0

Renvois : (1) Dont droit au bail :

(2) part à moins d'un an des
immobilisations financières nettes :

CP

(3) Part à plus d'un an :

CR

Clause de réserve
de propriété : *

Immobilisations :

Stocks :

Créances :

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE		Exercice N		Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 52 477)	DA	52 477	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Écarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours A10)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(104 700)	
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	(52 223)	0
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO	0	0
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	0	0
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	1 887	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	125 221	
	Dettes fiscales et sociales	DY		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	127 108	0
	Écarts de conversion passif * (V)	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	74 885	0
RENOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	127 108	
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

			Exercice N				Exercice (N-1)		
			France	Exportation et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC			
	Production vendue { biens * services *	FD		FE		FF			
		FG		FH		FI			
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	0	FK	0	FL	0	0	
	Production stockée *					FM			
	Production immobilisée *					FN			
	Subventions d'exploitation					FO			
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP			
	Autres produits (1) (11)					FQ			
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	0	0
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *						FS		
	Variation de stock (marchandises) *						FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *						FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *						FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *						FW	104 700	
	Impôts, taxes et versements assimilés *						FX		
	Salaires et traitements *						FY		
	Charges sociales (10)						FZ		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	{	- dotations aux amortissements *				GA		
			- dotations aux provisions *				GB		
			Sur actif circulant : dotations aux provisions				GC		
			Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD		
	Autres charges (12)						GE		
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	104 700	0
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(104 700)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)						GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)						GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM		
	Différences positives de change						GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO		
	Total des produits financiers (V)						GP	0	0
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *						GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR		
	Différences négatives de change						GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT		
	Total des charges financières (VI)						GU	0	0
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	0	0	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V -VI)						GW	(104 700)	0	

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

		Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7)(VII)	HD	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	0
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	0
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	104 700
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)		HN	(104 700)
RENVIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
	(2) Dont { Produits de locations immobilières	HY	
	Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous	IG	
	(3) Dont { - Crédit-bail mobilier	HP	
	- Crédit-bail immobilier	HQ	
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	II	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	
	(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX	
	(9) Dont transfert de charges	A1	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9			
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) :		Exercice N	
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N	
		Charges antérieures	Produits antérieurs

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

CADRE A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		
			1		2		
					3		
INCORP.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I	KA		KB		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	KD		KE		
CORPORELLES	Terrains		(KG)		(KH)		
	Constructions	Sur sol propre	(KJ)		(KK)		
		Sur sol d'autrui	(KM)		(KN)		
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions*	(KP)		(KQ)		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			(KS)		(KT)	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers*	(KV)		(KW)		
		Matériel de transport*	(KY)		(KZ)		
		Matériel de bureau et informatique, mobilier	(LB)		(LC)		
		Emballages récupérables et divers*	(LE)		(LF)		
	Immobilisations corporelles en cours			(LH)		(LI)	
	Avances et acomptes			LK		LL	
	TOTAL III			LN	0	LO	0
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence		8G		8M		
	Autres participations		8U		8V		
	Autres titres immobilisés		1P		1R		
	Prêts et autres immobilisations financières		1T		1U	1 050	
	TOTAL IV		LQ	0	LR	0	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			0G	0	0H	0	

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation égale * ou évaluation par mise en équivalence	
			1		3		4	
			par virements de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice	
INCORP.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I	LT		LU		1W	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	LV		LW		1X	
CORPORELLES	Terrains		LX		(LY)		(LZ)	
	Constructions	Sur sol propre	MA		(MB)		(MC)	
		Sur sol d'autrui	MD		(ME)		(MF)	
		Inst. gales, agencs et am. des constructions	MG		(MH)		(MI)	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			MJ		(MK)	(ML)	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencs, aménagements divers	(MM)		(MN)		(MO)	
		Matériel de transport	MP		(MQ)		(MR)	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier	(MS)		(MT)		(MU)	
		Emballages récupérables et divers*	(MV)		(MW)		(MX)	
	Immobilisations corporelles en cours		MY		MZ		(NA)	(NB)
	Avances et acomptes		NC		ND		NE	(NF)
	TOTAL III			0	NG	0	NH	0
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence		0U		0V		0W	
	Autres participations		0X		0Y		0Z	
	Autres titres immobilisés		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières		2E		2F	1 050	2G	
	TOTAL IV			0	NJ	0	NK	1 050
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			0	0K	0	0L	1 050	0M

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I	PA		PB		PC		PD	
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II	PE		PF		PG		PH	
Terrains		(PI)		(PJ)		(PK)		(PL)	
Constructions	Sur sol propre	(PM)		(PN)		(PO)		(PQ)	
	Sur sol d'autrui	(PR)		(PS)		(PT)		(PU)	
	Inst. générales, agencés et aménagement des constructions	(PV)		(PW)		(PX)		(PY)	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		(PZ)		(QA)		(QB)		(QC)	
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencés, aménagements divers	(QD)		(QE)		(QF)		(QG)	
	Matériel de transport	(QH)		(QI)		(QJ)		(QK)	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	(QL)		(QM)		(QN)		(QO)	
	Emballages récupérables et divers	(QP)		(QR)		(QS)		(QT)	
TOTAL III		QU	0	QV	0	QW	0	QX	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		QN	0	PN	0	PQ	0	PR	0

CADRE B

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE *

CADRE C

MOUVEMENTS AFFECTANT LA
PROVISION POUR AMORTISSEMENTS
DEROGATOIRES *

Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires		Amortissements dégressifs		Amortissements exceptionnels		Dotations		Reprises	
Frais établissement et recherche	QY		2J		2K		2L		2M	
TOTAL I										
Immob. incorporelles	QZ		2N		2P		2R		2S	
TOTAL II										
Terrains	(RA)		(RB)		(RC)		2T		2U	
Constructions	Sur sol propre	(RD)	RE		RF		2V		2W	
	Sur sol d'autrui	RG	RH		RI		2X		2Y	
	Inst. gales, agenc. et am. des const.	RJ	RK		RL		2Z		3A	
Inst. techniques mat. et outillage	(RM)		(RN)		(RO)		3B		3C	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc. divers	(RP)	(RQ)		(RR)		3D		3E	
	Matériel de transport	RS	(RT)		(RU)		3F		3G	
	Mat. bureau et inform., mobilier	(RV)	(RW)		(RX)		3H		3J	
	Emballages récup. et divers	(RY)	(RZ)		(SA)		3K		3L	
TOTAL III	SB	0	SC	0	SD	0	SE	0	SF	0
Total général (I + II + III)	SG	0	SH	0	SJ	0	SK	0	SL	0

CADRE D

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *		Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Charges à répartir sur plusieurs exercices						SM		SN	
Primes de remboursement des obligations						SP		SR	

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice * 4		
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T	(TA)	(TB)	(TC)		
	Provisions pour investissements (art. 237 bis A-II)	3U	(TD)	(TE)	(TF)		
	Provisions pour hausse des prix (1)	3V	TG	(TH)	(TI)		
	Provisions pour fluctuation des cours	3W	TJ	(TK)	(TL)		
	Amortissements dérogatoires	3X	(TM)	(TN)	(TO)		
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992	IA	IB	IC	ID		
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992	IE	IF	IG	IH		
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	(IK)	(IL)	(IM)		
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	(TP)	(TQ)	(TR)		
	TOTAL I	3Z	0	TS	0	TU	0
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D		
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H		
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M		
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S		
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W		
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A		
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations	5F	5H	5J	5K		
	Provisions pour grosses réparations	5L	5M	5N	5P		
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U		
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y		
	TOTAL II	5Z	0	TV	0	TW	0
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisations financières(1)*	6A	6B	6C	6D		
		6E	6F	6G	6H		
		6J	6K	6L	6M		
		6N	6P	6R	6S		
		6T	6U	6V	6W		
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S		
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W		
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X	6Y	6Z	7A		
	TOTAL III	7B	0	TY	0	TZ	0
	TOTAL GENERAL (I + II + III)		7C	0	UB	0	UC
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		UE		UF			
		UG		UH			
		UJ		UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I.

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3	
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT	1 050	UV		UW	
DE L'ACTIF-CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA					
	Autres créances clients	UX					
	Créance représentative de titres prêtés* (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UQ)	UU					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ					
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM				
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	20 521	20 521		
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN				
		Divers	VP				
	Groupe et associés (2)	VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	837	837			
	Charges constatées d'avance	VS					
	TOTAUX			VT	22 408	VU	21 358
RENOIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y					
Autres emprunts obligataires (1)		7Z					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG					
	à plus d'1 an à l'origine	VH					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A					
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	125 221	125 221			
Personnel et comptes rattachés		8C					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D					
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E					
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW					
	Obligations cautionnées	VX					
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J					
Groupe et associés (2)		VI	1 887	1 887			
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K					
Dette représentative de titres empruntés*		SZ					
Produits constatés d'avance		8L					
TOTAUX			VY	127 108	VZ	127 108	0
RENOIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032			

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

Exercice N, clos le :
3 1 1 2 2 0 0 0

I. RÉINTÉGRATIONS

BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE

Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR) { de l'exploitant ou des associés de son conjoint [] moins part déductible * [] à réintégrer :	WA	
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)	WB	
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WC	
	Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I. *	WD	
	Taxes sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)	WE	
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)	WF	
	Amendes et pénalités (nature :)	WG	
	Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle (entreprises à l'IS)	WI	
Quote-part dans les bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.		WJ	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme	WK	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * { - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions	WL	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)		WM	
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé (dont : Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.)	SU		
Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW		
TOTAL I		WR	0

II. DÉDUCTIONS

PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE

Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.		WS	104 700
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)		WT	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme { - imposées aux taux de 19% (16% pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)* - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs	WX	
	Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *	WY	
	Régime des sociétés mères et des filiales * (quote-part des frais et charges restant imposables, à déduire des produits nets de participations)		
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les départements et territoires d'Outre-mer.	WZ	
	Majoration d'amortissement *	XA	
	Abattement sur le bénéfice et exonérations { entreprises nouvelles * (art. 208 sexies et quater A44 sexies) zone franche corse (art. 44 decies) zone franche urbaine (art. 44 octies) Zones d'entreprises* (activité exonérée) (art. 208 quinquies) entreprises en difficulté (art. 44 septies)	SX SY XC	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)		XS	
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé (dont créance dégagée par le report en arrière du déficit *(entreprises à l'IS)	ZI		
TOTAL II		XG	

III. RÉSULTAT FISCAL

TOTAL II

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés :	{ bénéfice (I moins II) déficit (II moins I)	XI	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)		ZL	
Amortissements réputés différés créés au titre de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8S) *		XK	
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) (à détailler au tableau 2058-B, cadre I-A, lignes XU à YF)		XL	
Amortissements réputés différés imputés à la clôture de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8R)		XM	
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	0
		XO	104 700

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEUVILLE

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (1)

ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	0C	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	0D	
	Prélèvements sur les réserves (à détailler)		
	Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)	0	0E 0
TOTAL I		0F	0
AFFECTATIONS	Affectations aux réserves		
	- Réserve légale	(ZB)	
	- Réserve spéciale des plus-values à long terme	ZC	
	- Autres réserves	(ZD)	
	- Réserve spéciale avant incorporation au capital (art. 219 -I- f)	A5	
	Dividendes	ZE	
	Autres répartitions	(ZF)	
Report à nouveau		ZG	
(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)		TOTAL II (ZH)	0

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Exercice N :										Exercice N - 1 :													
ENGAGEMENTS		- Engagements de crédit-bail mobilier								YQ													
		- Engagements de crédit-bail immobilier								YR													
		- Effets portés à l'escompte et non échus								YS													
DETAILS DES POSTES		AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES		- Sous-traitance								YT											
				- Locations, charges locatives et de copropriété								XQ	700										
				- Personnel extérieur à l'entreprise								YU											
				- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)								SS	104 000										
				- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages								YV											
				- Autres comptes								ST											
				Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052								ZJ	104 700					0					
		IMPÔTS ET TAXES		- Taxe professionnelle*								YW											
				- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers				ZS	)				9Z										
				Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052								YX	0					0					
T.V.A.		- Montant de la T.V.A. collectée								YY													
		- Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations								YZ													
DIVERS		- Montant de l'avoir fiscal imputé sur l'impôt sur les sociétés et correspondant aux dividendes perçus*								ZA													
		- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 ou modèle 2462 de 1999). Voir notice.								0B													
		- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition*								0S													
REGIME DE GROUPE		Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.				JA					plus-values à 19 %	JB					Imputations		JC				
		Groupe : résultat d'ensemble.				JD					plus-values à 19 %	JE					Imputations		JF				
		Selon le cas, indiquer 1 si bénéfice consolidé, 2 si bénéfice intégré, 3 si régime de groupe.				JG					indiquer 1 pour Société mère, 2 pour filiale	JH	N° SIRET de la société mère				JJ						
		numéro de centre de gestion agréé				XP																	
Effectif moyen du personnel* (dont apprentis : handicapés :)										YP	0					0							
- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société*										ZK	%					%							
Filiales et participations La liste prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I. Si absence de filiales et participations, cocher 0 doit être jointe obligatoirement à la présente déclaration Si présence de filiales et participations, cocher 1										ZR	☐					☐							

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

Nature et date d'acquisition des éléments cédés *		Valeur d'origine *	Valeur nette réévaluée *	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements *	Valeur résiduelle
①		②	③	④	⑤	⑥
I - Immobilisations * relevant du taux de 16 ou 19%	1					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - DÉTERMINATION DES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES RÉALISÉES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *			
Nature et date d'acquisition des éléments cédés* (report de la colonne ①)	Valeur résiduelle (report de la colonne ⑥)	Prix de vente *	Montant global de la plus-value ou de la moins-value
⑦	⑧	⑨	⑩
I - Immobilisations * relevant du taux de 16 ou 19%	1		
	2		
	3		
	4		
	5		
	6		
	7		
	8		
	9		
	10		
	11		
	12		
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+
	17	Résultats nets de concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans *	+
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice	+
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme	-
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe) *	+
CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ⑩)			0
CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ⑫)			0

(A)

(B)

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME

(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

(L'extinction des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées *	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer	
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie					
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)					
	sur 10 ans					
	sur une durée différente (art. 39 quaterdecies I ter et I quater CGI)					
	TOTAL 1	0		0	0	
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer	
	sur 3 ans au titre de :	1998				
		1997				
	sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies I ter et I quater du CGI)	1998				
		1997				
	(à préciser) au titre de :	1996				
		1995				
		1994				
		1993				
		1992				
		1991				
		1990				
	TOTAL 2	0	0	0	0	

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

☐ de fusion, d'apport partiel ou de scission
(personnes morales soumises à l'impôt sur les
sociétés seulement).

☐ d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés).

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant anté- rieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL	0	0	0	0

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

- 1 Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
2 Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 19% 1 ou 16% 2
Gains nets retirés de la cession des éléments d'actif exclus du régime des plus et moins-values à long terme en application des dispositions de l'article 219-a quater du CGI 1

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine	Moins-values à 16% et 26%	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16%	Solde des moins-values à 16% et 26%
①	②	③	④
Moins-values nettes 1999			
1998			
1997			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)			
1996			
1995			
1994			
1993			
1992			
1991			
1990			
1989			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Origine	Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables au taux de 19%	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter
①	à 25% ②	à 19%, 18% ou 15% ③	à 19%, 18% ou 15% et imputables sur le résultat de l'exercice en application du 2e alinéa de l'article 219 a quater ④	⑤	⑥	⑦
Moins-values nettes 1999						
1998						
1997						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)						
1996						
1995						
1994						
1993						
1992						
1991						
1990						
1989						

3 Les moins-values antérieures sur cessions d'éléments d'actif exclus du régime des plus et moins-values en application des dispositions de l'article 219-a quater du CGI peuvent s'imputer sur le résultat dans certaines limites (BOI 4 B-1-97).

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

**AFFECTATION DES PLUS-VALUES A LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS**

(1) (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) *

Désignation de l'entreprise : SARL 5/8EME DEAUVILLE

**I DÉTERMINATION DU MONTANT A VIRER A LA RÉSERVE SPÉCIALE AU COURS DE L'EXERCICE N + 1
AU TITRE DES PLUS-VALUES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE N**

		Plus-values à long terme taxables au taux de 19 %
Montant NET des plus-values de l'exercice	1	
A imputer éventuellement {	- déficit de l'exercice	2
	- moins-values à long terme	3
	- divers (déficits antérieurs ou amortissements réputés différés)	4
TOTAL des lignes 2 à 4		5 0
Reste (ligne 1 - 5)	6	
Impôt correspondant	7	
Différence à porter à la réserve spéciale au cours de l'exercice N + 1 (ligne 6 - ligne 7)	8	0

II SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1)	9					
Plus-values des exercices antérieurs affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice	10					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	11					
TOTAL (lignes 9 à 11)	12	0	0	0	0	0
Prélèvements opérés {	- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	13				
	- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	14				
TOTAL (lignes 13 et 14)	15	0	0	0	0	0
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 12 - ligne 15)	16	0	0	0	0	0

III INSCRIPTION DES PLUS-VALUES A LONG TERME A LA RÉSERVE SPÉCIALE (EXERCICE N)

			taxées à 19 %
Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent (cadre I, ligne 8 du tableau n°2059-D correspondant)	N-1	17	
Plus-values des exercices antérieurs restant à affecter à la réserve spéciale et réalisées au cours des exercices	N-2	18	
(cadre I des tableaux 2059-D correspondants)	N-3	19	0
Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice (cadre II, ligne 10)		20	
Sommes non affectées à imposer (voir notice) 19 - 20		21	
Montant restant à affecter (17 + 18 + 19) - (20 + 21)		22	0

IV RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5e,6e,7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice
		donnant lieu à complément d'impôt	ne donnant pas lieu à complément d'impôt	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Annexe 3.1.

Tableaux récapitulatifs des éléments d'actif et de passif apportés

I. Eléments d'actif apportés (en francs)

Nature de l'élément apporté	Valeur d'origine	Amortissement	Valeur nette comptable
Fonds de Commerce	1.300.000	—	1.300.000
Agencement et installations	1.320.000	118.000	1.202.000
Autres immobilisations	13.800	1.800	12.000
Stocks	186.000	—	186.000
Disponibilités	1.000	—	1.000
Total	2.820.800	119.800	2.701.000

II. Eléments de passif apportés (en francs)

Emprunts	1.925.000
Provisions pour congés payés	43.000
Total	1.968.000

III. Actif net total

$2.701.000 - 1.968.000 = 733.000$ francs, soit **111.745** euros